Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1985)
Heft: 774

Artikel: Vevey-Zurich : Nestlé absorbe et la NZZ ne digère pas
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1017642

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

VEVEY-ZURICH

Nestlé absorbe et la NZZ ne digère pas

A force d'être lue par tout le business germanophone et considérée comme un «must» par les décideurs suisses alémaniques, la «Nouvelle Gazette de Zurich» (alias NZZ) se prend pour un véritable pouvoir. Qu'elle exerce, radicalisme oblige, le plus souvent pour diminuer celui de l'Etat: on ne compte plus les lois et projets soumis au feu roulant des articles de fond inspirés par le Vorort; cibles actuelles: la garantie contre les risques à l'innovation et, déjà, la révision attendue de la loi sur les banques.
De temps à autre, la NZZ s'en prend à une entreprise, pas toujours alémanique s'entend bien. Usego, Alusuisse, les grands de l'horlogerie se souviennent d'articles fort durs, plus durs en tout cas que ceux parus aux pires moments de l'affaire de Chiasso. De fait, la NZZ s'en prend plutôt aux industriels qu'aux financiers; une gazette paraissant depuis 206 ans sur les bords de la Limmat ne saurait avoir l'inélégance d'égratigner le monde bancaire.

Dernière entreprise, et comme à chaque fois dernière personnalité aussi, à faire l'objet de la critique signée NZZ: Nestlé, rien moins, et Helmut Maucher, son administrateur-délégué. A la suite d'une conférence de presse donnée à Zurich (le monde des affaires va à la rencontre des rédactions économiques), dans la perspective de la prochaine assemblée des actionnaires à Lausanne (tradition et rituel obligent), la NZZ publie une analyse fort critique dans son édition du 9 mai.
Du coup, la CANES (cf. 773) est enfoncée: elle pose, poliment, des questions fondamentales. La NZZ, elle, observe sèchement une série de faits qu'elle considère comme autant de signes d'une tendance à la facilité, voire à la dilapidation de la part de la direction actuelle (aux mains d'un Allemand, origine «a priori» douteuse dans le business helvétique). En clair: Nestlé perd du terrain sur ses marchés traditionnels, y compris en Afrique où l'industrie alimentaire devrait avoir passablement de travail; dans le même temps, Nestlé «surcompense» ces reculs par des rachats coûteux, qui accroissent sa dépendance par rapport aux USA, où le groupe veveysan réalisait déjà 22% de son chiffre d'affaires, dès avant l'acquisition de l'immense Carnation à 3 milliards de dollars, soit le triple du cash flow réalisé en 1984.

C'est justement au niveau du financement d'une telle opération, et de quelques autres de moindre ampleur, que la NZZ se fait la plus critique. Nestlé se procurerait des capitaux au prix fort des euronotes et autres emprunts sur le marché (inter)national des capitaux pour s'offrir des sociétés dont le programme de production ne correspondrait pas toujours à sa politique de diversification. Va pour les produits ophtalmologiques et à la rigueur pour les cosmétiques, deux «lignes» suivies depuis plusieurs années. Mais que dire des produits laitiers de la Carnation, qui piétine dans le yoghourt depuis des années, ou des aliments pour chiens et chats, qui représentent une sorte de dégradation pour un groupe qui fait dans la nutrition humaine depuis des décennies? Sur ce point, la NZZ, soudain sublime, rejoint la critique essentiellement morale de la Canes (DP 754).
La campagne NZZ lancée par son (premier?) article du 9 mai est survenue en pleine période de souscription d'un emprunt à option de 300 millions; ce

INDUSTRIE ALIMENTAIRE: LES FUSIONS LES PLUS IMPORTANTES (HORS NESTLÉ)

Acheteur	Acheté	Date	Prix (m = millions)	Commentaire
Beatrice Foods (Etats-Unis)	Esmark (Etats-Unis)	Août 1984	$ 2800 m	Beatrice a ainsi gagné les marques Swift et Hunt Wesson
	York Ice Cream (Canada)	1984	–	–
Borden (Etats-Unis)	Ronco Enterprises (Etats-Unis)	en cours	–	Pâtes
BSN (France)	Dannon (Etats-Unis)	1981	$ 84,3 m	Yaourts et crèmes glacées
Campbell (Etats-Unis)	Lazzaroni (Italie)	1984	–	Biscuits
CPC (Etats-Unis)	C.F. Mueller (Etats-Unis)	Déc. 1983	$ 122 m	CPC devient le plus grand fabricant de pâtes
	Lidano (Danemark)	1984	–	Gamme de produits alimentaires, participation minoritaire
	Malilait (France)	1984	$ 30 m	Condiments de pâtisserie
	Delico (Canada)	1984	–	Conditionnement alimentaire
ConAgra (Etats-Unis)	Peavey	Août 1982	–	Confitures et sirops
	Greyhound's Armour Food (Etats-Unis)	Déc. 1983	$ 166 m	Produits à base de viande
	Imperial Food's Country Poultry (Etats-Unis)	Juin 1984	$ 18 m	
Dart & Kraft (Etats-Unis)	Lender's Bakery Bagel (Etats-Unis)	1984	$ 50 m	Petits pains congelés
	Celestial Seasonings (Etats-Unis)	Juillet 1984	$ 25 m	Tisanes
Esmark (Etats-Unis)	Norton Simon (Etats-Unis)	Sept. 1983	$ 1100 m	Esmark a ainsi acquis les aliments emballés Hunt-Wesson

dernier a suffi à soutenir les cours, qui ont fait mieux non seulement sur les actions nominales (objets de l'option), mais également sur les autres titres (au porteur et bons de participation). Donc pas d'affaires d'insiders à soupçonner. Tout juste quelques questions et remous à l'assemblée générale convoquée pour le 23 mai — mais sans effets puisqu'elle sera présidée, avec le ferme talent qu'on lui connaît, par Paul Jolles, l'ancien directeur des affaires économiques extérieures de la Suisse.

Au total, la bulle lancée à Zurich contre un groupe dont le siège international se trouve en Romandie et le directeur est d'origine allemande va crever sans laisser de trace. Tout juste un petit malaise: Helmut Maucher a dit et répété dans diverses interviews que l'ère des acquisitions allait se terminer, pour faciliter la digestion (DP 744). Il l'a répété lors de la conférence de presse du 8 mai, tout en annonçant une série d'opérations (à moins d'un milliard chacune, il est vrai) pas encore toutes réalisées. Autant dire que la progression attendue des ventes consolidées, qui devraient passer cette année de 31 à 45 milliards de francs, va se poursuivre ces prochaines années à un rythme forcené — si le dieu-dollar et l'autorité anti-trust américaine le veulent bien.

Outre que le développement par achats est plus transparent que la croissance interne, un élan tel que celui pris par Nestlé n'est bien sûr pas critiquable en soi. Mais il faut arrêter de dire qu'on va arrêter les frais. Sinon la NZZ pourrait parler avec raison de fuite en avant.

General Foods (Etats-Unis)	Warner-Lambert's Entenmann's (Etats-Unis)	Nov. 1982	$ 315 m	Produits de boulangerie
	Otto Roth, Monterey Cheese, Peacock Foods (Etats-Unis)	Début 1983	–	GF a pu entrer dans les spécialités de fromages
	Ronzoni Foods (Etats-Unis)	Fév. 1984	–	Pâtes
	Division occidentale de Continental Grain's Oroweat Foods	Mai 1984	$ 60 m	Pain
Jacobs Suchard (Suisse)	Interfood (Suisse)	1982	–	Fusion où Interfood était le plus important partenaire
	Industrias de chocolate Lacta (Brésil)	1984	–	Chocolat au lait
	Cafe Soley (Espagne)	1984	–	Café
McCormick (Etats-Unis)	Paterson Jenks (Royaume-Uni)	Juin 1984	$ 53 m	Fabricant d'épices et distributeur de produits alimentaires
Nabisco Brands (Etats-Unis)	Huntley & Palmer Foods (Royaume-Uni)	Déc. 1984	$ 160 m	
Pillsbury (Etats-Unis)	Haagen-Dazs (Etats-Unis)	Juillet 1983	$ 75 m	Crème glacée de qualité
	Sedutto (Etats-Unis)	Juin 1984	$ 5 m	
Quaker Oats (Etats-Unis)	Stokely-Van Camp (Etats-Unis)	Sept. 1983	$ 238 m	Haricots et autres produits en boîte
Ralston Purina (Etats-Unis)	ITT's Continental Baking (Etats-Unis)	1984	$ 475 m	Pain et gâteaux
Ranks Hovis McDougall (Royaume-Uni) (Cerebos Pacific, succursale en Nouvelle-Zélande)	Gregg's of Dunedin (Nouvelle-Zélande)	1984	–	Contrôle à plus de 50% . Desserts, épices et assaisonnements
Unilever (Royaume-Uni/Pays-Bas)	Brooke Bond (Royaume-Uni)	1984	$ 466,8 m	

PLANÈTE

La grande bouffe

Rachat de Carnation par Nestlé: le plat de résistance d'une grande bouffe inter-sociétés qui sévit depuis un certain temps dans le secteur alimentaire. La table est dressée sur la scène planétaire et les transnationales se servent; c'est ce que rappelle l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (Uita) dans un dossier spécial qui vient fort opportunément de paraître (bulletin d'information 3-4/1985 — adresse utile: Rampe du Pont-Rouge 8, 1213 Petit-Lancy).

Quelques points de repère empruntés à l'Uita pour situer les perspectives à plus ou moins long terme de cette agitation économico-financière qui saisit, au-delà de Nestlé, un secteur jusqu'ici plutôt conservateur, en tout cas peu enclin à prendre des risques.

Le repas des fauves transnationaux dans toute son ampleur: quelques semaines avant la conclusion de la transaction record au bénéfice de Nestlé (pour trois milliards de dollars, le deuxième producteur mondial d'aliments rachetait un groupe comptant lui-même parmi les vingt plus grands de l'industrie alimentaire), on avait enregistré l'acquisition, par Beatrice Foods (USA), du géant de la viande Esmark pour 2,8 milliards de dollars (un an auparavant, ledit Esmark avait absorbé Norton Simon pour 1,1 milliard de dollars...); Unilever, le numéro un mondial de l'alimentaire, avait de son côté mis la main, pour 500 millions, sur Brooke Bond. Et ainsi de suite: il suffit de consulter le tableau publié ci-dessous pour se rendre compte de l'ampleur des concentrations en cours (source: World Food Report, 1984).

Parallèlement à cette impressionnante redistribution des forces au sommet, passe la mode de la

SUITE ET FIN AU VERSO